

Carte blanche



Marc De Vos et Brieuc Van Damme
Itinera Institute, think-tank indépendant pour une croissance économique et une protection sociale durables

A une semaine des élections, l'assainissement des finances publiques est le sujet du jour, du moins en Flandre. L'électeur a enfin droit au débat qu'il mérite : quelle politique d'assainissement doit-on mener pour réaliser l'effort budgétaire structurel de 22 milliards ? Au total, cela revient à épargner plus de 40 milliards durant les quatre prochaines années.

Sachant cela, le fossé entre les discours d'austérité et les programmes électoraux est d'autant plus remarquable. Car les promesses sont à l'honneur durant toute période électorale, obligeant les hommes et femmes politiques à séduire. Il n'en est pas autrement en 2010, malgré les signaux alarmants du Bureau du Plan et de la Banque Nationale de Belgique. De sorte que les programmes politiques forment une sorte de réalité virtuelle, un monde parallèle, où l'on trouve une réponse à toutes les aspirations sociétales.

Les programmes politiques forment, ensemble, une encyclopédie de plus de mille pages que l'électeur modèle n'est pas en mesure de lire minutieusement. Nous l'avons fait. Et nous nous sommes demandés si ce n'était pas Saint-Nicolas qui les avait rédigés !

Nous en avons en effet filtré toutes les propositions qui impliquent des dépenses et des investissements supplémentaires.

Au Sud comme au Nord du pays, les programmes politiques forment une sorte de réalité virtuelle, un monde parallèle, où l'on trouve une réponse à toutes les aspirations sociétales...

Conclusion : les quatre partis traditionnels francophones, le CDH, le PS, le MR et Ecolo, proposent ensemble plus de 170 mesures qui impliquent de nouvelles dépenses. C'est le CDH qui occupe la première place avec 59 propositions, juste devant le PS qui en a 55. Suivent ensuite le MR et Ecolo, avec respectivement 31 et 28 nouvelles mesures de dépenses.

En Flandre, l'image est semblable, même si on y reconnaît plus encore qu'en Belgique francophone le clivage gauche / droite. On compte 55 et 66 mesures de dépenses supplémentaires pour les partis du centre gauche – SP.a et Groen ! –, contre 21 et 26 mesures

respectivement pour les partis du centre droit – Open VLD et N-VA. Le CD&V se retrouve, avec 32 propositions, quelque part entre les deux. Toute la politique belge est donc coupable. La question de l'assainissement budgétaire s'est rajouté au débat politique, mais à la marge et, jusqu'à ce jour, uniquement au Nord du pays. La Wallonie serait-elle moins en crise ?

L'ESSENTIEL

- L'Itinera Institute a évalué les conséquences budgétaires des programmes des grands partis francophones et flamands.
- Les promesses sont nombreuses. Et l'assainissement budgétaire à peine évoqué (au Nord), voire pas du tout (au Sud).
- Pourtant, durant la nouvelle législature, d'importantes réformes seront nécessaires. Les électeurs doivent le savoir...

Certes, il n'y a rien de mal à dresser des listes de souhaits, comme les enfants le font pour la Saint-Nicolas. Mais gouverner, c'est avant tout faire des choix. Nous savons pertinemment bien que nous ne pouvons pas tout faire. Si l'électeur n'est pas au courant des points de rupture d'un certain parti, s'il n'a aucune idée de ce qui est prioritaire, il ne sait pas de quoi parlent réellement les élections. Pour les partis francophones, tous confondus, des 173 propositions entraînant des moyens publics supplémentaires, seulement 9 (!) ont prévu de sources de financement supplémentaires. Le bilan est légèrement positif en Flandre, avec un quart des mesures financées.

Evidemment, ces nombres ne racontent qu'une partie de l'histoire. *In fine*, tout tourne autour du rapport entre les coûts et les bénéfices. Malheureusement, ce calcul se heurte à un mur de silence et de confusion. Les promesses électora-

les sont vagues – et donc incalculables. En tout cas, ce ne sont pas les partis eux-mêmes qui, de manière systématique, chiffrent les dépenses, impôts et mesures d'austérité proposées.

Les chiffres d'économies budgétaires avec lesquelles on jongle ces derniers temps en Flandre sont une modeste amélioration, mais rien de plus : ils sont sélectifs (si on les compare à la totalité des programmes), un peu simplistes et très difficilement vérifiables objectivement. Le citoyen ne sait donc pas à quoi il a à faire. Les partis qui ont fait l'effort de présenter des mesures d'austérité ont négligé de les chiffrer. De sorte qu'il devient très difficile de distinguer les grandes économies des petites interventions.

Revoir les compétences et les modes de financement des communautés, des régions et du fédéral est acceptable pour les francophones dans la mesure où la solidarité fédérale n'est pas mise en péril et que l'imposition, dont l'impôt sur les entreprises, ne soit pas régionalisée.

Le problème de BHV doit être résolu mais sans perte de droits,

APERÇU QUANTITATIF DES PROGRAMMES ÉLECTORAUX

LE SOIR - 04.06.10

Partis politiques	Nouvelles dépenses	Prévisions de financement	Nouveaux impôts	Mesures d'assainissement
CDH	59	3	6	6
PS	55	0	7	2
Ecolo	28	2	9	6
MR	31	4	5	2
CD&V	32	2	0	36
SP.a	55	14	3	13
Open Vld	21	5	4	36
Groen!	66	20	8	18
NVA	26	9	3	17



Essayons quand même de faire quelques calculs modestes, sur bases des chiffres publiés au Nord du pays. Puisque c'est avec eux qu'il faudra négocier un accord gouvernemental, il n'est peut-être pas plus mal d'avoir une idée de leurs idées. Les propositions les plus importantes sont les suivantes :

1. Un État plus efficace et le non-remplacement d'une partie des fonctionnaires partant à la retraite : 1,28 à 1,5 milliards d'euros.

2. Une diminution des intérêts notionnels : 1,3 à 1,47 milliard d'euros.

3. Une croissance des dépenses en soins de santé revue à la baisse : 1,48 à 1,78 milliard d'euros.

4. Des taxes carbone : 0,6 milliard d'euros.

5. L'abolition de certains avantages fiscaux : 0,255 à 0,55 milliard d'euros.

La fiscalité verte est, sur le principe du moins, acceptée par presque tous les partis, même s'il faudra se mettre d'accord quant à son contenu et son étendue. Plusieurs partis semblent aussi s'être mis d'accord pour taxer le patrimoine, ou, plus exactement, les revenus

de patrimoine. En Flandre, on semble aussi vouloir rembobiner la prépension. Il en va de même pour les chèques services.

Deux prévisions cruciales pour s'assurer d'un budget en équilibre sur papier sont l'anticipation de nouveaux emplois créés – pas moins de 500.000 d'après la N-VA – et la lutte contre la fraude fiscale. Rappelez-vous que des 200.000 emplois créés pendant la période Verhofstadt, 130.000 avaient en tout ou en partie été payés par le contribuable. Quant à la fraude fiscale, pourquoi ne sommes-nous

pas allés chercher cet argent plus tôt, s'il est si facile à obtenir ? Au vu des expériences décevantes du passé, il serait peut-être plus approprié d'exclure ces bénéficiaires potentiels des plans de redressement budgétaire pour les utiliser éventuellement plus tard pour financer les nouveaux défis à venir.

Nous constatons par ailleurs qu'on prend un peu à la légère les possibles implications de certaines mesures d'austérité. C'est vrai qu'il faut épargner, mais comment allons-nous faire pour rendre les différentes administrations réellement plus efficaces ? Pour le CD&V et l'Open VLD, la norme de croissance des dépenses en soins de santé doit être revue à la baisse, mais cela ne sera pas sans conséquences. Soit le secteur en entier et les patients souffriront d'un rétrécissement gigantesque et permanent du budget de plus de 60 % par rapport à ce qu'on a connu ces dernières décennies, soit nous parvenons à réformer efficacement le système. Réformer pour construire, pas pour détruire. Mettre de l'ordre dans notre ménage budgétaire est essentiel.

Cependant un budget sain demande plus que des mesures budgétaires. Des réformes structurelles d'envergure sont tout aussi, si pas plus, importantes encore. Ainsi, notre marché de l'emploi doit devenir plus dynamique, notre économie plus compétitive, les pensions démographiquement durables et la fiscalité plus simple et stimulatrice d'activité. C'est la seule manière de construire les fondements économiques d'une sécurité sociale solidaire.

C'est ici que la réforme de l'État fait son apparition. Elle doit non seulement rompre avec l'impasse communautaire, mais elle doit en plus être la garantie d'un État plus efficace, pour une meilleure distribution des compétences, pour davantage de responsabilité financière pour les autorités compétentes et pour un financement stable du tout. Le temps du « fédéralisme de consommation », quand le souhait flamand de plus de compétences régionales rencontrait le souhait francophone de plus d'argent régional, est passé. Le gouvernement fédéral ne pourra pas porter à lui seul la charge du vieillissement.

Dans le passé, la Belgique a négligé de faire les réformes nécessaires. Ces réformes devront se faire en une législature, en plus d'importantes économies ; la réforme de l'État figurant comme problème supplémentaire censé devenir une partie de la solution. Encore une législature historique donc qui nécessitera une sacrée dose de bon sens, de pragmatisme et de réalisme, et pas le mix embrouillant de promesses vagues et d'économies faites du bout des doigts. ■

www.itinerainstitute.org

Courrier

Petits rappels à M. De Wever

Monsieur De Wever, il faut vous rappeler certaines choses – ce que la presse, il faut l'avouer, oublie souvent de faire (mais les personnalités politiques francophones manquent de clarté sur la chose) : la réforme institutionnelle est une chose différente du problème BHV.

quels qu'ils soient, et en fixant au minimum le respect strict, définitif et non modifiables par décrets flamands des facilités.

S'il y a scission de l'arrondissement de BHV, elle ne peut être que législative et en aucun cas judiciaire. Cette scission ne sera acceptée par ailleurs qu'en contre partie d'un élargissement de Bruxelles et ce en comprenant toutes les com-

munes de la périphérie à majorité francophone (suite à un référendum local et à majorité simple) et en consacrant une frontière commune avec la Wallonie.

Si cette solution ne grée pas les flamands, il existe d'autres voies que la scission de BHV pour rencontrer les remarques du Conseil d'Etat et donc ce sont ces voies là qu'il conviendra de suivre.

Monsieur, vous vous gaussez également de Mme Milquet, disant : « Joëlle Milquet va bientôt demander un corridor pour relier la Wallonie à la Mer du Nord ». D'où ce petit rappel : les eaux territoriales sont belges et le resteront. En aucun cas, elles ne sont flamandes. La Flandre s'arrête au niveau moyen des marées et ça, c'est du droit.

Pour ce qui est de l'accès à la mer, la Wallonie l'a par les Pays-Bas qui ne s'encombrent pas de principes schizophrènes pour faire du commerce. Anvers risquerait de subir un très fâcheux revers.

OLIVIER MONTULET PAR COURRIEL